

Politiques familiales à l'aube du 21ème siècle: nouvelles tendances et vulnérabilités dans la vie familiale

Forum du Master en
Sociologie

Karin Wall

Alba Viotto Visiting Professorship in Sociology

POLITIQUES FAMILIALES À L'AUBE DU 21ÈME SIÈCLE

- *Est-ce qu'elles existent? en tant que politiques publiques explicites, qui visent certains buts et mettent en oeuvre un soutien aux familles?*
- *Quels défis/objectifs de l'agenda au 21ème siècle ?*
- *Peut-on parler d'un modèle unique de politique familiale, d'enjeux communs? De convergence ou de diversité (UE,OECD)?*
- *Le concept de vulnérabilité est-il utile dans ce domaine?*

4 POINTS

- Introduire les principaux concepts
- Saisir l'évolution des politiques familiales depuis le début du siècle (UE/OCDE)
- Analyser la convergence/divergence
- Réfléchir sur 2 enjeux émergents de l'agenda: conciliation famille-travail, parentalité

LE CONCEPT DE POLITIQUES FAMILIALES: DE QUOI PARLE-T-ON?

Des politiques et des actions publiques conçues de façon délibérée pour soutenir, protéger ou fortifier la famille comme un tout et/ou les individus à l'intérieur de la famille
(Kamerman, 1978)

▪ définies et mises en oeuvre par des **organismes/acteurs différents**:

- au niveau national (e.g. parlement/gouvernement)
- au niveau supranational (e.g. l'UE)
- au niveau régional ou local

▪ qui ciblent **les familles avec enfants** : **définition courante/acceptée de l'ACTION PUBLIQUE**

(plutôt que les actions publiques qui visent toutes les familles ou ménages = définition plus large).

QUELS BUTS DEFINIR, QUELLES FAMILLES SOUTENIR? UNE MULTIPLICITÉ DE CONCEPTS ET D'APPROCHES...

- Le concept de **VULNERABILITÉ**, familles vulnérables ou à risque (approche multidisciplinaire: psychologie/sociologie/économie/service social).
- Le concept de **BIEN-ÊTRE**, qualité de vie (approche multidisciplinaire, *Social Policy*, organisations internationales). Régime d'État-Providence (*Comparative social policy*).
- Les concepts qui analysent le changement familial/nouvelles formes de famille et de parentalité (sociologie de la famille et relations de genre, démographie): **PLURALISATION**, individualisation, conciliation famille-travail et égalité de genre...
- Le concept de **JUSTICE DISTRIBUTIVE**, distribution des richesses ou d'autres avantages qui peuvent être répartis entre les membres d'une société (philosophie politique, sc. politiques, économie)

LE CONCEPT DE “VULNÉRABILITÉ”

- Souligne le fait que les individus et leur famille manquent des ressources économiques, sociales , psychologiques nécessaires pour faire face aux changements ou faire des choix. Une famille vulnérable, à risque: celle qui manque des ressources matérielles, sociales, émotionnelles ou qui subit des problèmes de stigmatisation, de violence, de stress, de santé...
- 7 dimensions proposées (Rapport *Families & Societies*, EC, 2015):
 1. Instabilité/précarité économique
 2. Isolement social (provoqué par des conditions économiques précaires, la violence, l'absence de réseaux, les ruptures...)
 3. Stigmatisation (désapprobation sociale, discrimination par régulation légale/institutions)
 4. Stress, pressions, *burn-out*
 5. Ruptures familiales qui accentuent les vulnérabilités/risques (séparation, trajectoires post-divorce...)
 6. Problèmes de santé, handicaps, dépendance
 7. Violence familiale, abus...

Configurations/Types de familles vulnérables: nombreuses, pauvres/*working poor*, migrantes, monoparentales, post-divorce, avec enfants handicapés/infirmes, homoparentales avec enfants...

Approche qui permet de s'éloigner de l'idée de traitement égal pour toutes les familles.

LE CONCEPT DE “BIEN-ÊTRE”

- Notion de bien-être articulée au *welfarisme* depuis Jeremy Bentham (1780). Concept lié aux théories qui exigent qu'on évalue l'état d'une société par le *welfare*, le bien-être, la qualité de vie du peuple/des familles/des communautés concernées.
- Études du bien-être subjectif se développent dans les années 1960. Distinction entre bien-être objectif (indicateurs de santé; économiques et de niveau de vie) et bien-être subjectif (satisfaction, bonheur).
- Nouvelles recherches sur la qualité et le degré d'intégration des sociétés (Aschauer, 2016). Réflexions sur les indicateurs de **bien-être sociétal, incluant intégration sociale, reconnaissance sociale, sentiment d'appartenance sociale**
- Définitions et rôle des organisations internationales:
OCDE: « une économie plus riche sera mieux à même de créer et de préserver les autres conditions de nature à améliorer le bien-être »; **ONU**: « les richesses ne sont pas la seule chose qui rende les gens heureux, en termes de bien-être subjectif. En réalité, la liberté politique, des réseaux sociaux forts et l'absence de corruption sont un ensemble des facteurs qui expliquent davantage que les revenus les différences de bien-être entre les pays les mieux et les plus mal classés. Les autres caractéristiques qui importent également sont au niveau individuel et familial, un bon état de santé mentale et physique, le fait d'avoir quelqu'un sur qui compter, la sécurité de l'emploi, la stabilité familiale »

LE CONCEPT DE “BIEN-ÊTRE”: QUELS OBJECTIFS POUR PROMOUVOIR LE BIEN-ÊTRE DES FAMILLES?

•Principaux Objectifs (OCDE, Thévenon 2013):

1. Compensation pour le coût économique des enfants (redistribution horizontale)
2. Réduction de la pauvreté et des inégalités (redistribution verticale) ←
3. Promouvoir la conciliation travail-famille (services, congés, système impôts qui incite à travailler...) ←
4. Améliorer l'égalité de genre
5. Soutenir/fortifier le développement des jeunes enfants et la parentalité ←
6. Promouvoir la fécondité

Autres:

7. Promouvoir et reconnaître la diversité des familles
8. Promouvoir l'intégration sociale et l'appartenance (espaces rencontre, services écoute...)
9. Construire le bien-être au cours du cycle de vie (au moment de certaines transitions/événements familiaux, relations intergénérationnelles...)

Approche qui propose une orientation plus universelle des actions publiques qui soutiennent les familles

L'ANALYSE DES POLITIQUES FAMILIALES NATIONALES - 4 DIMENSIONS:

1. Orientation

Universelle/sélective; explicite/implicite; holistique/différenciée; pro-égalitaire/non-égalitaire...

2. Objectifs

Compensation pour le coût des enfants, réduire pauvreté et inégalités des chances, conciliation, fécondité...

3. Instruments

Régulation légale, production normative (e.g. droit de la famille, droit du travail, programmes...)

Soutien économique (e.g. allocations, prestations soumises à condition de ressources, allègements fiscaux)

Congés pour les parents qui travaillent (e.g. maternité, paternité, parentale, droits de s'absenter au travail)

Services de soutien aux familles (e.g. crèches, jardins d'enfants, conseils, convivialité, médiation...)

4. Acteurs

Gouvernement, parlement, institutions locales, partis politiques, employeurs, syndicats, ONG, associations de familles, associations de femmes, de parents, de droits humains, comités ou groupes d'experts, etc

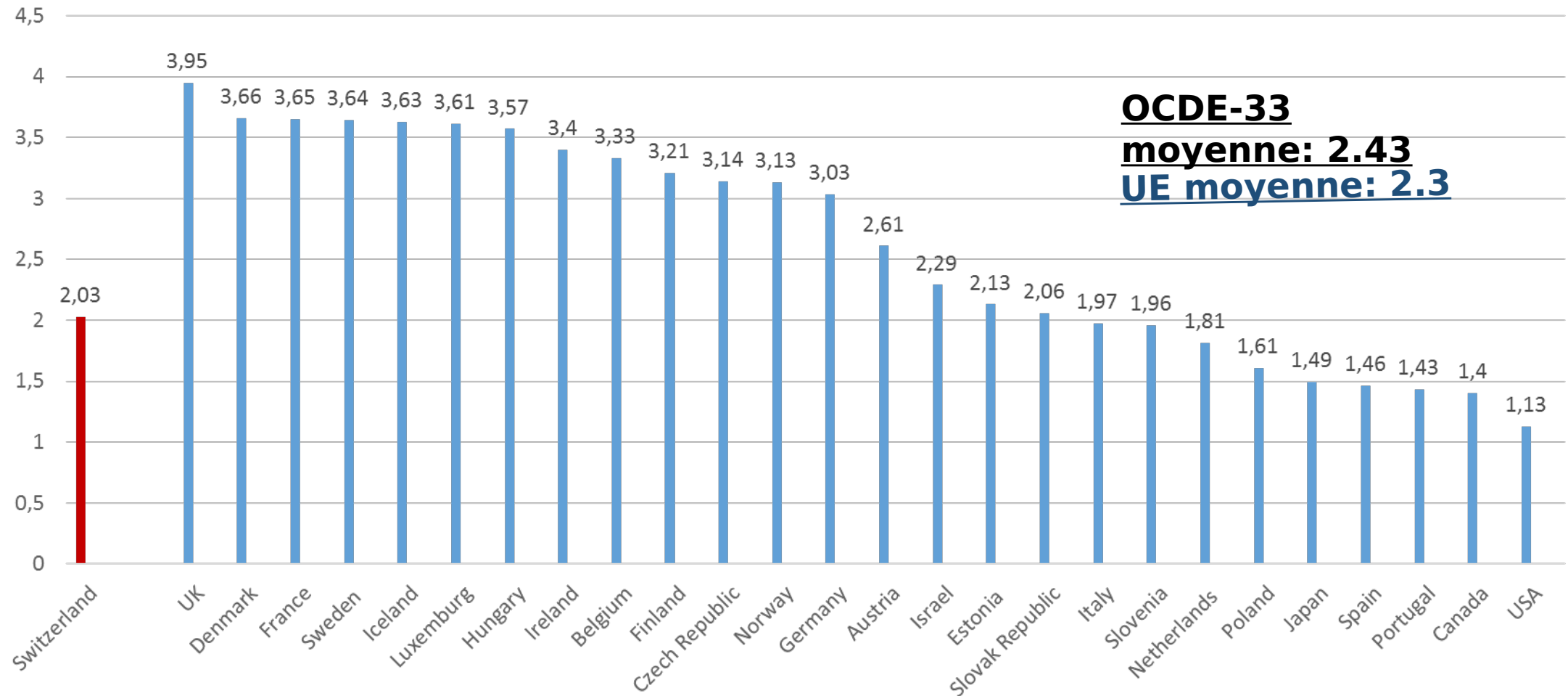
EVOLUTION DES POLITIQUES FAMILIALES : CONVERGENCE OU DIVERGENCE?

Analyse de 3 principaux indicateurs:

- Dépenses publiques consacrées à la famille
- Soutien aux familles en termes de services (petite enfance)
- Soutien aux familles en termes de congés (maternité, paternité, parental)

DÉPENSES PUBLIQUES CONSACRÉES AUX FAMILLES, EN % DU PIB, 2013

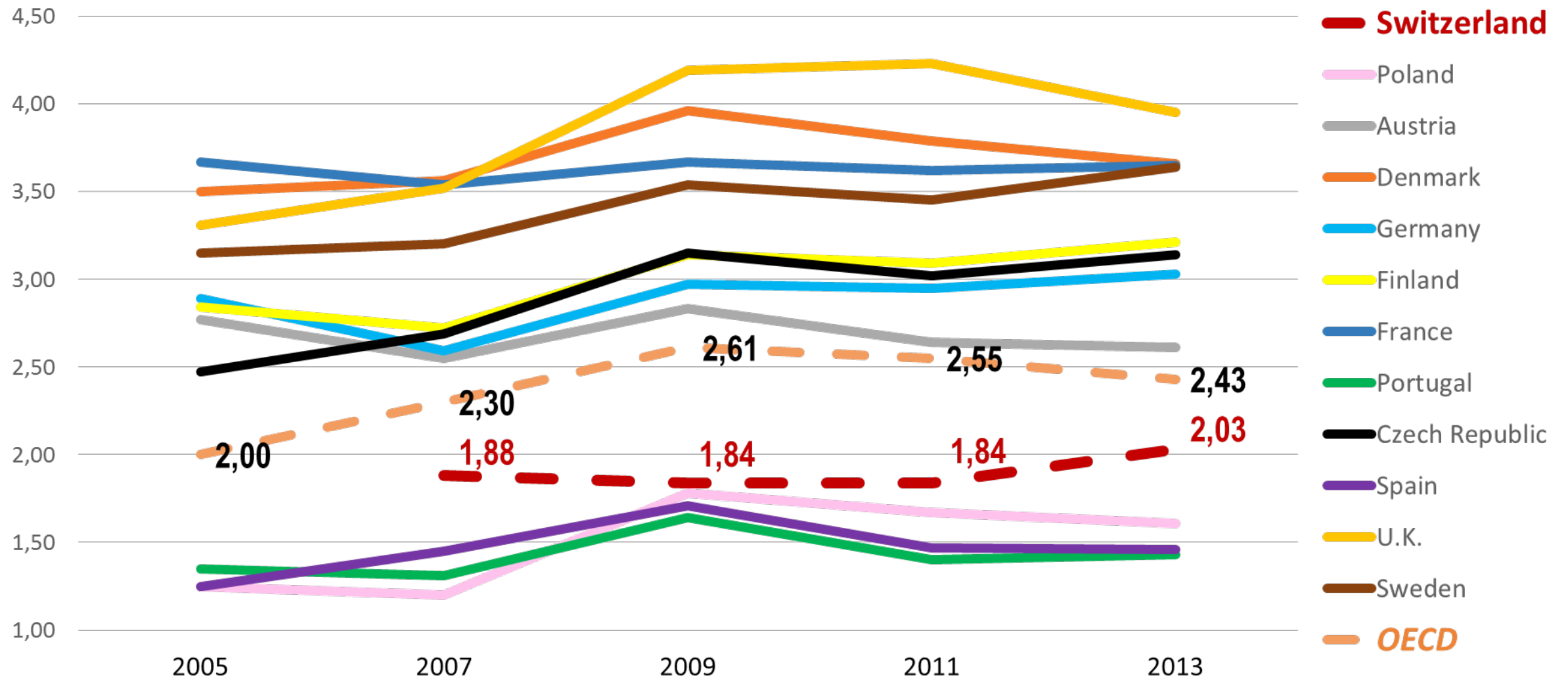
(TOTAL = ALLOCATIONS + SERVICES + ALLÈGEMENTS FISCAUX)



Source: OCDE Family Data base

DÉPENSES PUBLIQUES CONSACRÉES AUX FAMILLES, EN % DU PIB, 2005-2013

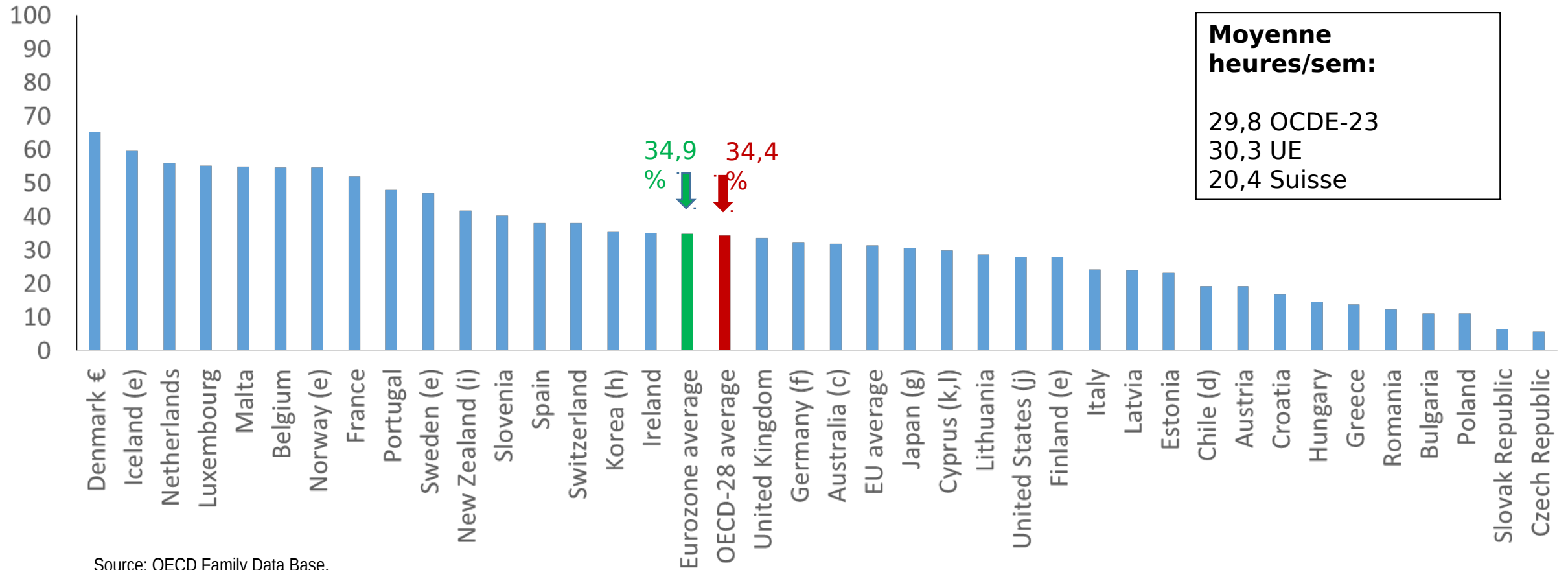
(TOTAL = ALLOCATIONS + SERVICES + ALLÈGÈMENTS FISCAUX)



Source: OECD Family Data Base.

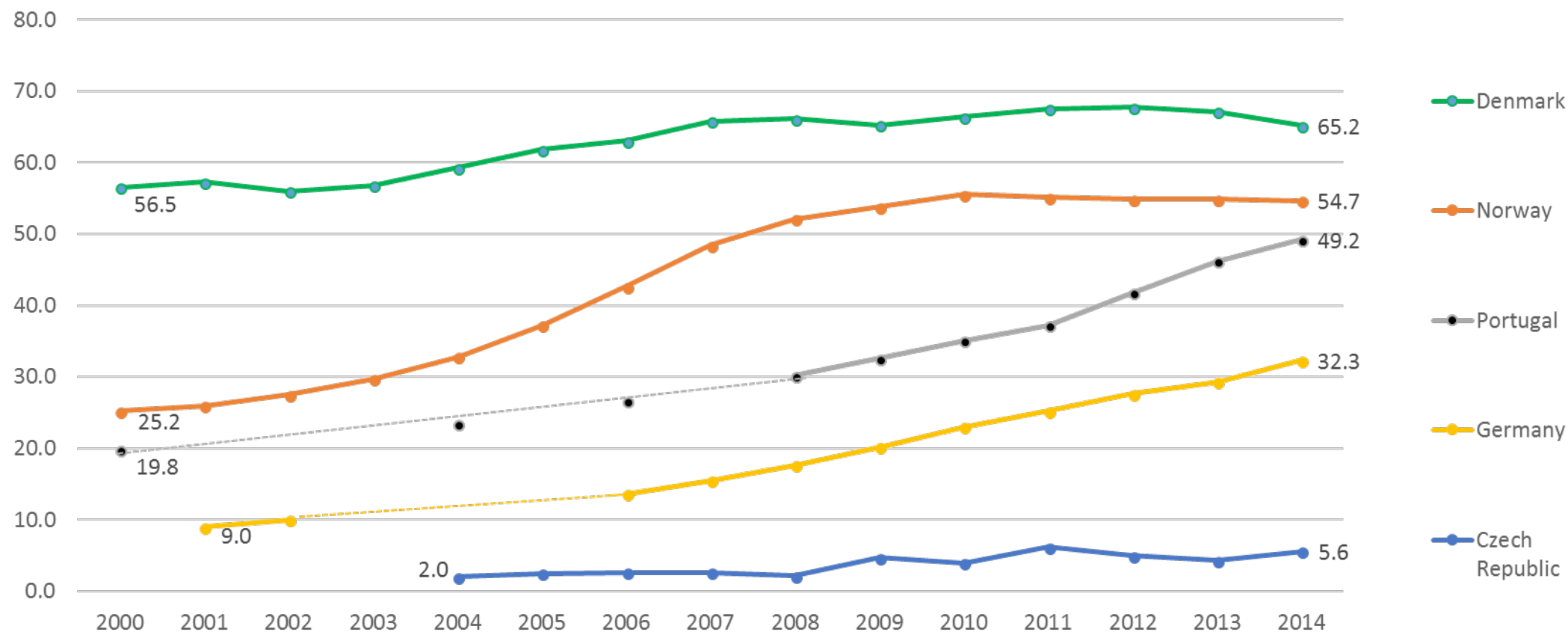
UE - 2000: 2,0; 2005: 2,1; 2009: 2,4; 2011: 2,3; 2013: 2,3

TAUX D'INSCRIPTION (%): CRÈCHES (ENFANTS 0-2), 2014



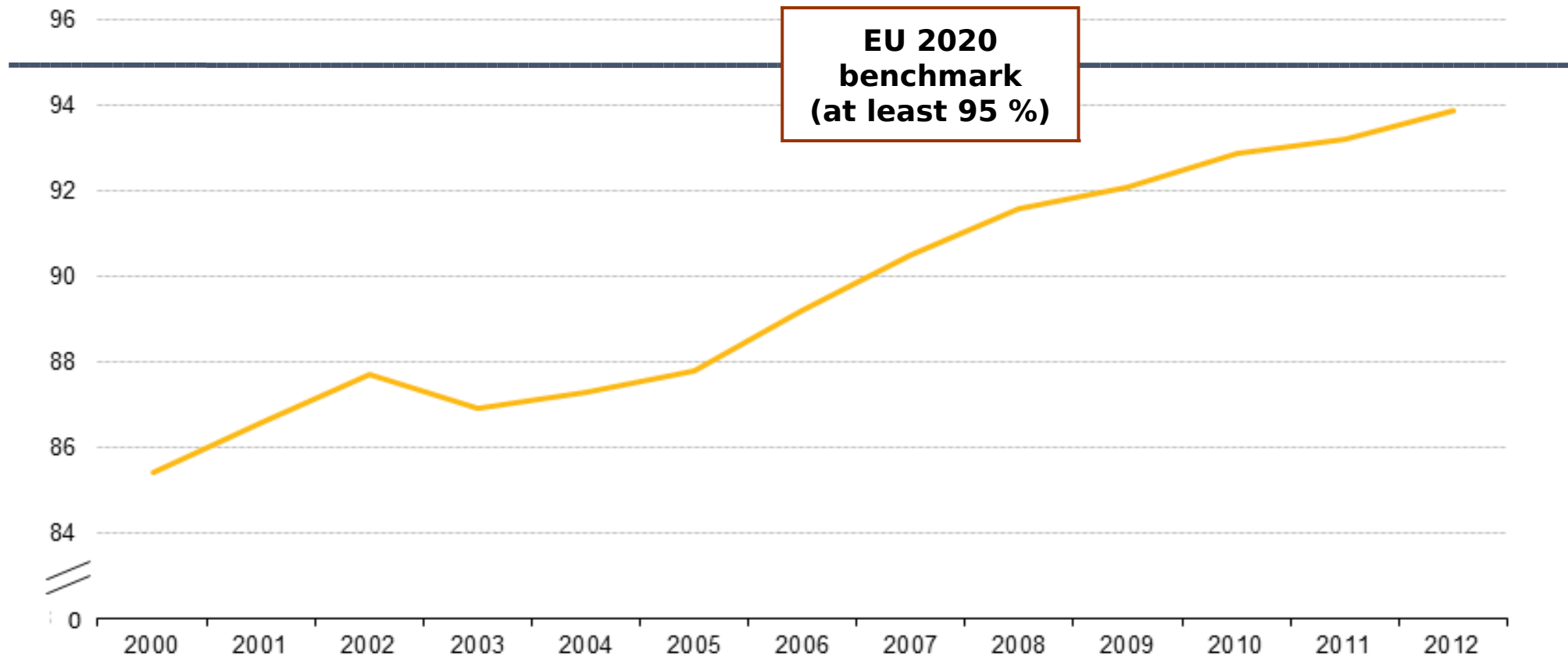
Source: OECD Family Data Base.

TAUX D'INSCRIPTION (%) CRECHES (ENFANTS 0-2), 2000-2014 – PAYS SELECTIONNÉS



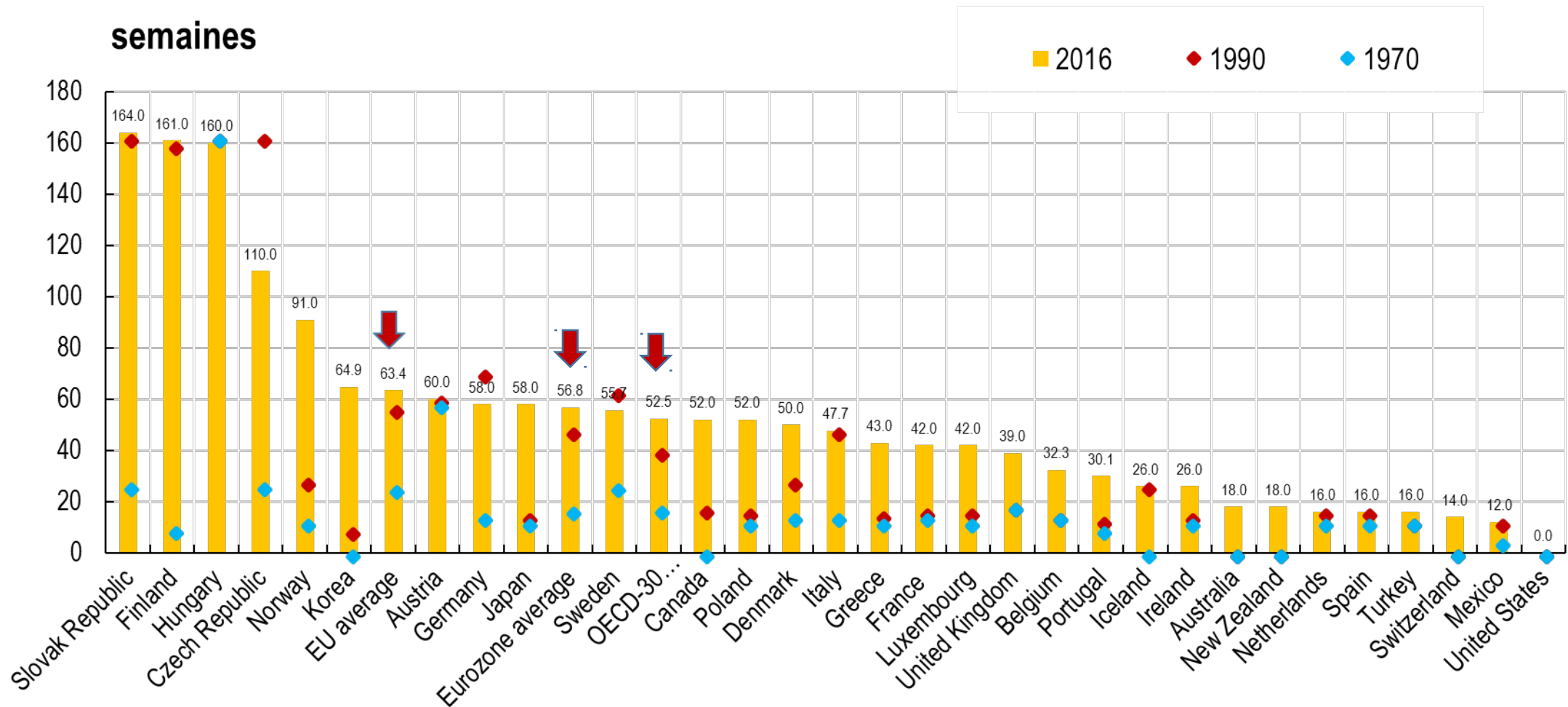
Source: OECD Family Data Base.

TAUX D'INSCRIPTION (%) PRÉ-SCOLAIRE (ENFANTS AGÉS ENTRE 4 ANS ET L'ÂGE D'ENTRÉE A L'ÉCOLE OBLIGATOIRE), UE-28, 2000-2012



Source: Eurostat

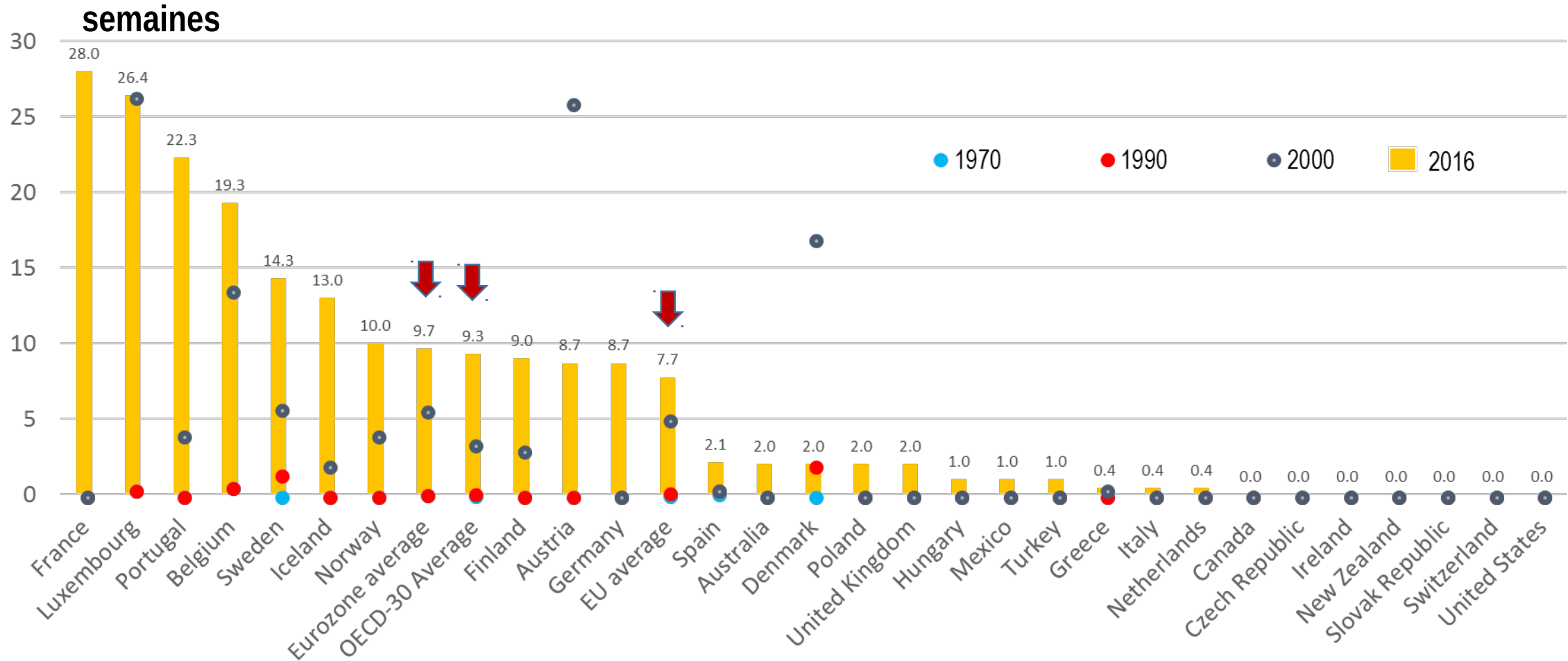
DURÉE DU CONGÉ PAYÉ À DISPOSITION DES MÈRES (MATERNITÉ, PARENTAL, CONGÉ ADDITIONNEL)^a, 1970, 1990, 2016



a) Information refers to weeks of paid maternity leave and any weeks of paid parental leave and paid home care leave (sometimes under a different name, for example, “childcare leave” or “child raising leave”, or the Complément de Libre Choix d’Activité in France) that are available to mothers. Data reflect entitlements at the national or federal level only, and do not reflect regional variations or additional/alternative entitlements provided by states/provinces or local governments in some countries (e.g. Québec in Canada, or California in the United States).

Source: OECD Family Data Base.

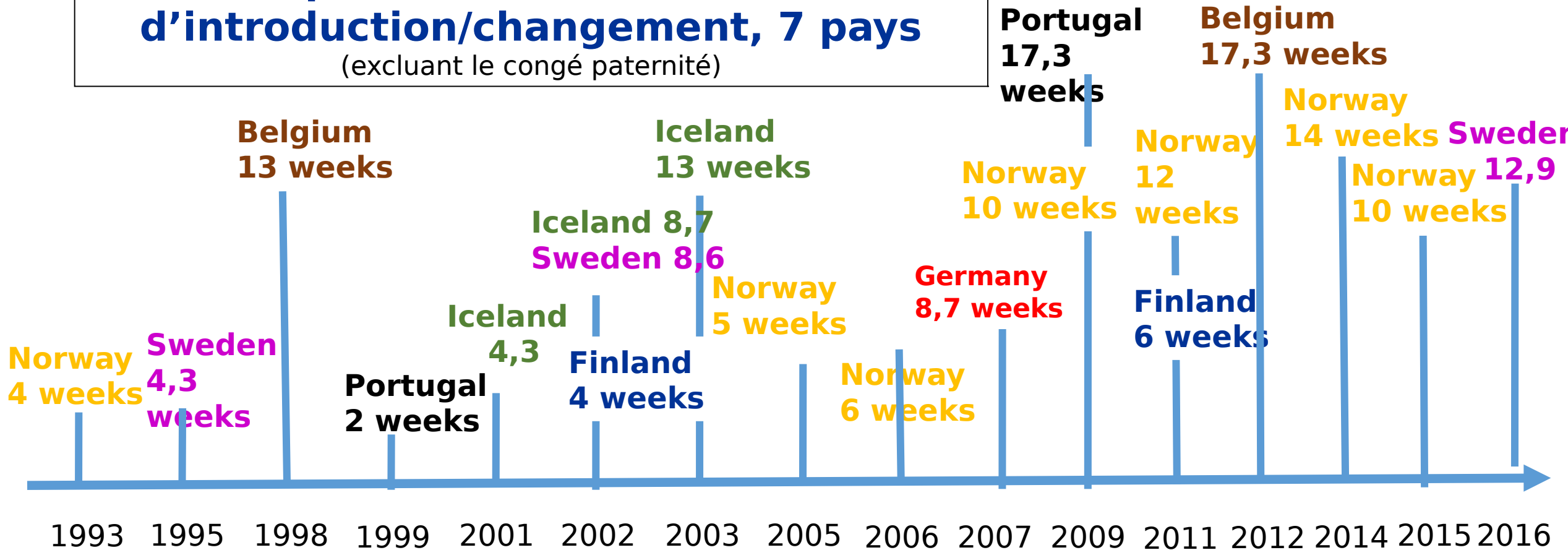
DURÉE DU CONGÉ PAYÉ RESERVÉ AUX PÈRES (PATERNITÉ + PARENTAL + AUTRES)^A 1970, 1990, 2000, 2016



a) Information refers to entitlements to paid paternity leave, 'father quotas' or periods of paid parental or home care leave that can be used only by the father and cannot be transferred to the mother, and any weeks of sharable paid leave that must be taken by the father in order for the family to qualify for 'bonus' weeks of parental leave. Data reflect entitlements at the national or federal level only, and do not reflect regional variations or additional/alternative entitlements provided by states/provinces or local governments in some countries (e.g. Québec in Canada, or California in the United States).

Semaines de congé payé réservées aux pères, selon l'année d'introduction/changement, 7 pays

(excluant le congé paternité)



Source: base des données de l'OCDE

POLITIQUES FAMILIALES AU COURS DES DERNIÈRES DÉCENNIES: EXISTENT-ELLES? EVOLUTION?

- Actions publiques de soutien développées dans tous les pays.
- Evolution tendances générales:
 - Fin années 90 - première décennie 21ème: renforcement dépenses publiques et principaux instruments de soutien (période haute de la construction européenne): congés, services, reconnaissance diversité...
 - Interruption de cette trajectoire pendant la crise économique dans la plupart des pays: plus de ciblage, remise en cause programmes d'expansion services. Moins de changement dans les congés payés.
 - Agenda émergent et plutôt convergent autour de certains buts au niveau UE: conciliation famille-travail et emploi féminin, soutien aux jeunes enfants et à la parentalité...
 - Divergence forte, qui se maintient: niveau de dépenses, orientation, type/niveau de soutien en services et congés...
- Facteurs macro-sociaux qui déterminent divergence : conditions économiques, histoires nationales/l'Etat-providence, variables politiques et idéologiques (e.g. tournant néolibéral qui introduit approche sceptique de l'État-providence), type de mobilisation de certains acteurs (associations familles), mobilisations et luttes idéologiques nouvelles (*gender politics, familles homoparentales...*)

TIPOLOGIE DE POLITIQUES FAMILIALES – 5 MODÈLES

Anne Gauthier (1996)

“The State and the Family – A Comparative Analysis of Family Policies in Industrialized Countries”

- | | |
|--|-------------|
| 1. Modèle pro-nataliste, pro-famille | France |
| 2. Modèle pro-traditionnel | Allemagne |
| 3. Modèle pro-égalitaire | Scandinavie |
| 4. Modèle pro-famille mais non-interventionniste | Royaume Uni |
| 5. Modèle résiduel/ <i>Latin Rim</i> | Italie |

POLITIQUES FAMILIALES DANS L' OCDE - Olivier Thévenon (2011)

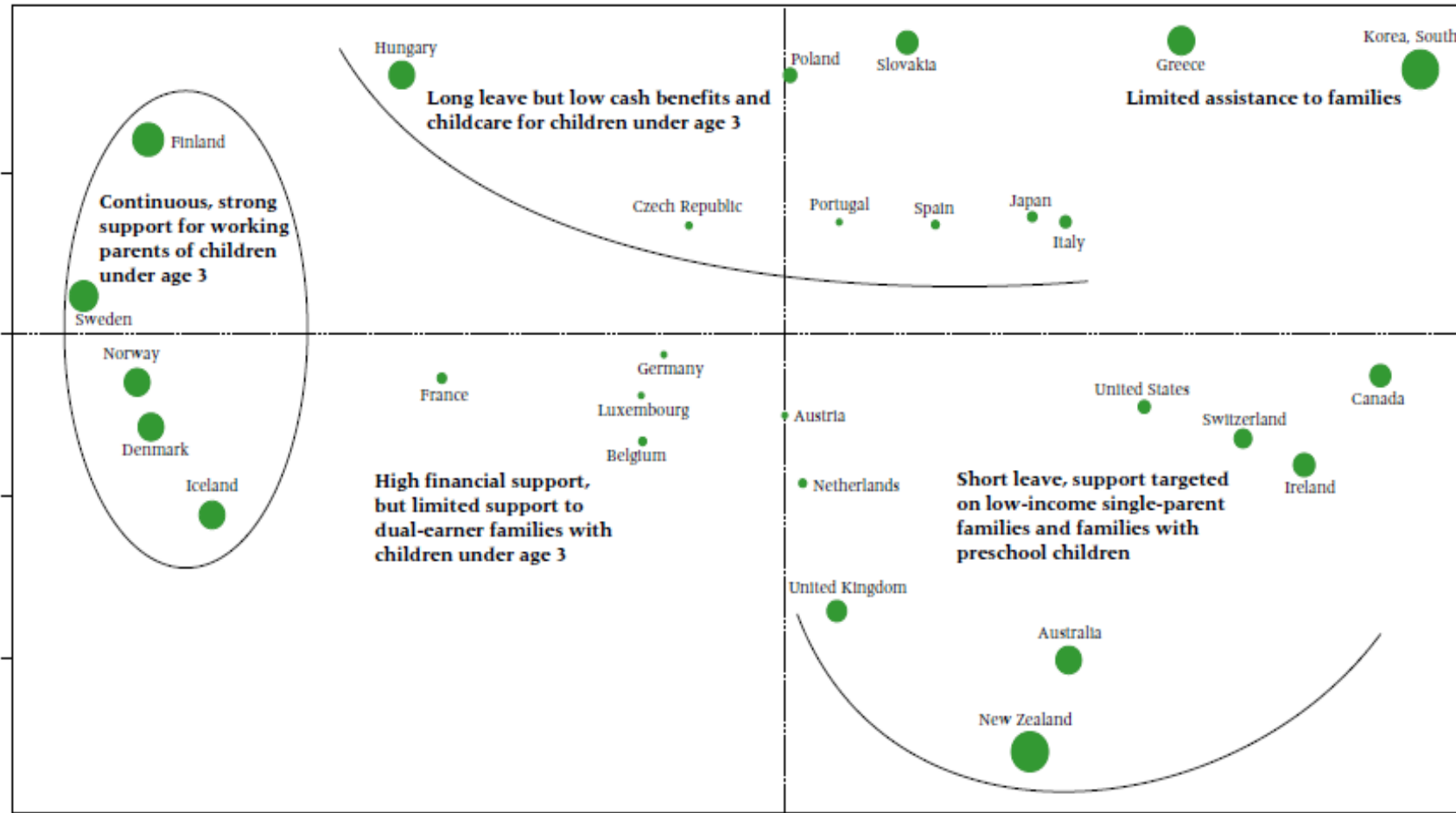
28 pays groupés en 5 *Clusters* ou *Family Policy Patterns*:

- Pays Nordiques - ***Soutien fort parents double-emploi avec enfants < 3, pro-égalitaires***
- Pays Anglo-Saxons - ***Soutien familles à bas revenus, + services pré-scolaires (Early Ch.Dev.)***
- Europe du Sud, Japon, Corée - ***Soutien très limité à tous les niveaux***
- Pays Européens Continentaux - ***Fort soutien économique mais soutien limité pour double-emploi***
- Pays Europe de l'Est - ***Politiques en Transition, pro-traditionnelles: congé parental long pour la mère; absence soutien services***

Source: Thévenon (2011), « Family Policies in OECD countries: A Comparative Analysis », *Population and Development Review* 37(1):57-87.

LA DISTRIBUTION DES PAYS À L'INTERIEUR DES 5 MODÈLES...

More generosity in leave entitlements



Strong support to working parents with children under three years old (cash + services)

Weak support to working parents with children under three years old

Less generosity in leave entitlements

2 ENJEUX de l'agenda européenne: 1) conciliation famille-travail; 2) parentalité

1) Conciliation entre vie familiale et vie professionnelle: un vieux problème politique, nouveau *focus* depuis le début 21ème, en raison de:

- **Nouvelles divisions familiales du travail** – modèle prédominant du “double emploi”, l'implication parentale des pères
- **Rôle actif joué par les organisations internationales, en particulier par l'UE**, à travers ses directives, recommandations et buts convenus entre tous les pays
- **Accords conjoints qui définissent des objectifs explicites** (1996-2010)
 - En tête: augmentation de **la participation féminine au marché du travail et soutien à la conciliation famille-travail** (e.g. 75% de femmes sur le marché du travail; but fixé en 2002 à Barcelone de 33% d'enfants 0-3 en crèche; directive 96/34 sur le congé parental). Résultat: **budgets publics plus importants** (services, congés)
 - Plus ou moins de concert avec: **un soutien à la natalité et l'investissement social dans l'enfance**
- **Aujourd'hui, un champ révélateur de tensions**: conciliation centrée sur rôle mère *versus* rôles parentaux partagés
Exemple: Proposition actuelle de Directive sur la conciliation famille-travail (Commission Européenne 2017/0085). Consensus sur l'objectif de soutien à la conciliation, accord difficile sur les buts: **en particulier l'introduction d'un congé de paternité (10 jours à la naissance), des droits individuels au congé parental non-transférable...**

COMMENT RÉPONDRE AUX DÉFIS DE LA CONCILIATION ?

MESURES ET ACTIONS?

- Assurer : l'offre élargie d'infrastructures formelles d'accueil des enfants
- Tenir compte : de la qualité des services, des revenus des familles (facilités accessibles), des heures d'ouverture, de l'articulation avec la fin du congé payé, des enfants avec des besoins spécifiques, des besoins de garde des enfants d'âges différents
- Penser la conciliation du point de vue du contexte de l'emploi : cultures d'entreprise et attitudes des employeurs, insécurité de l'emploi, flexibilité, heures de travail, stress au travail
- Proumouvoir les congés parentaux après la naissance de l'enfant. Introduire des congés payés et les droits individuels au congé parental.
- Tenir compte des nouveaux rôles de genre : « double charge », qui pèse sur les femmes, implication des pères, responsabilités parentales après le divorce/séparation
- Tenir compte du problème de la conciliation famille-travail au long du parcours de vie et en fonction d'autres événements/risques (maladie)

(Rapport Families and Societies, CE, 2015)

2) Parentalité - un nouveau problème public?

Dimension importante et classique des politiques de famille: du point de vue du bien-être des familles avec enfants, de la production et reproduction des futurs citoyens/être humains.

Long travail normatif sur la fonction parentale: besoin d'encadrer et de délimiter le rôle, la place et la responsabilité des parents et des mères/pères

Longue histoire du conseil aux parents...

Qu'est-ce qui a changé? Pourquoi le *parenting* est-il devenu l'une des questions les plus vivement débattues du 21^{ème} siècle?

1. Promotion et reconnaissance de l'enfant comme sujet de droits.
Convention internationale relative aux droits de l'enfant (1989).

2. Une nouvelle condition parentale. Principales transformations liées aux:

- évolutions du marché du travail et de l'école: plus de chômage, plus de travail précaire, moins de sécurité d'emploi; plus de craintes de déclassement
- nouveaux contrats entre les genres et les générations: négociation conjugale autour de la parentalité, remplacement de la notion d'autorité parentale par celle de responsabilité, augmentation de l'anxiété parentale due à l'accentuation de la responsabilité du parent des "performances" de ses enfants
- diversité/difficultés des transitions à la vie adulte: prolongement de la dépendance

Qu'est-ce qui a changé? Pourquoi le *parenting* est-il devenu l'une des questions les plus vivement débattues du 21^{ème} siècle?

•3. Montée d'un climat sécuritaire et d'un discours d'ordre public qui établit liaison entre les contextes familiaux et la délinquance (discours de culpabilisation):

« Si la culture occidentale attache une telle importance au *parenting*, c'est qu'il est considéré potentiellement comme une **source de tous les problèmes sociaux** qui affectent nos communautés (...)

« Le déficit de compétence parentale est accusé d'être la cause des problèmes de santé mentale des enfants, des difficultés éducatives, des comportements antisociaux et des faibles capacités de faire face (*coping*)... » (Frank Furedi, *Paranoïd parenting*, 2014)

« Avec la précarisation croissante, le **déterminisme parental** détourne l'attention des causes collectives des problèmes de socialisation sur les causes individuelles et familiales » (Claude Martin, *Etre un bon parent. Une injonction contemporaine*, 2014)

Un champ révélateur de tensions et de nouvelles luttes idéologiques, entre:

- Promotion aide et soutien (*empowerment*) versus contrôle et punition
- Universalisme vs ciblage
- Soutenir avec des services vs rééduquer avec des recommandations et des programmes
- Initiatives communautaires (*grassroots*/de la société civile) vs régulation nationale (initiatives des autorités publiques)

Impact de la variable politique:

E.g. France/UK. Loi sur la prévention de la délinquance (2003); création des contrats de responsabilité parentale (2006) et introduction de la suspension des allocations familiales...

Qu'est-ce qui est véritablement nouveau?

- De nouveaux mots : parentalité – parenting (remplaçant partiellement des notions plus anciennes comme *child-rearing* ou socialisation)
- Explosion du nombre de **publications** (doublement du nombre d'ouvrages entre 1980 et 2000)
- Un **discours politique émergent** en Europe depuis la fin des années 1990 sur le *parenting support*
- La création **d'institutions nouvelles** et d'un budget public dédié (apparition au même moment en Europe d'institutions et programmes de soutien à la parentalité)

REAAP (Réseau d'écoute d'appui et d'accompagnement des parents) (France, 1998); Family and Parenting Institute (England, 1999); Stratégie nationale en vue de développer le soutien à la parentalité (Suède, 2009); Comité national de soutien à la parentalité (France, 2010)

- **L'internationalisation de la question parentale** - Une forte implication des institutions européennes : *Positive parenting*, Council of Europe 2006; ChildOn, 2007; Parenting support policy brief (Rand Europe 2012), Eurofound 2013, Unicef, 2015.

Tanja Betz, Michael-Sebastian Honig, Ilona Ostner (eds.)

Parents in the Spotlight

Parenting Practices and Support from
a Comparative Perspective

Special Issue 11 (2016/2017)

Journal of Family Research / Zeitschrift für Familienforschung

« Être un bon parent »

Une injonction contemporaine

Sous la direction de
Claude Martin

LIEN SOCIAL ET POLITIQUES

 PRESSES
de l'EHESP

Parenting After the Century of the Child

Travelling Ideals, Institutional
Negotiations and Individual Responses



Edited by TATJANA THELEN and

Narcissistic parenting in an insecure world



A HISTORY OF
PARENTING CULTURE
1920s TO PRESENT

Harry Hendrick

CAISSE NATIONALE DES ALLOCATIONS FAMILIALES

Accompagner les parents dans leur travail éducatif et de soins

Savoirs, questions et perspectives
pour l'action publique et la recherche

Sous la direction de **Claude Martin**

 La
documentation
Française 

palgrave▶pivot

NEUROPARENTING

The Expert Invasion
of Family Life

Jan Macvarish



OBSERVATIONS FINALES

- ➔ Les enjeux privés apparaissent comme **des variables de plus en plus légitimes** dans la discussion sur l'avenir du bien-être collectif et des systèmes de protection sociale
- ➔ Parmi ces enjeux privés, la question du **genre et l'équilibre entre vie familiale et vie professionnelle** (pour les hommes comme pour les femmes) et la question de la **parentalité** sont des objets de réinvestissement normatif
- ➔ Les politiques publiques en direction des familles apparaissent non seulement comme un **secteur relativement sédimenté de l'action publique**, où se sont accumulés des objectifs différents (sans qu'il soit toujours possible de percevoir une cohérence globale), mais aussi comme un **secteur de tensions** et d'affrontements (souvent de manière implicite).
- ➔ L'évolution et le pilotage de cette régulation politique sont incertains, étant donné **la complexité des facteurs macro-sociaux, du système d'acteurs et du degré de légitimité de l'intervention de l'état dans les rapports familiaux**. En ce moment, il semblerait que la conjoncture politique et les contraintes économiques ouvrent moins de fenêtres d'opportunité pour un réinvestissement politique convergent de la question familiale/pour la construction de consensus.

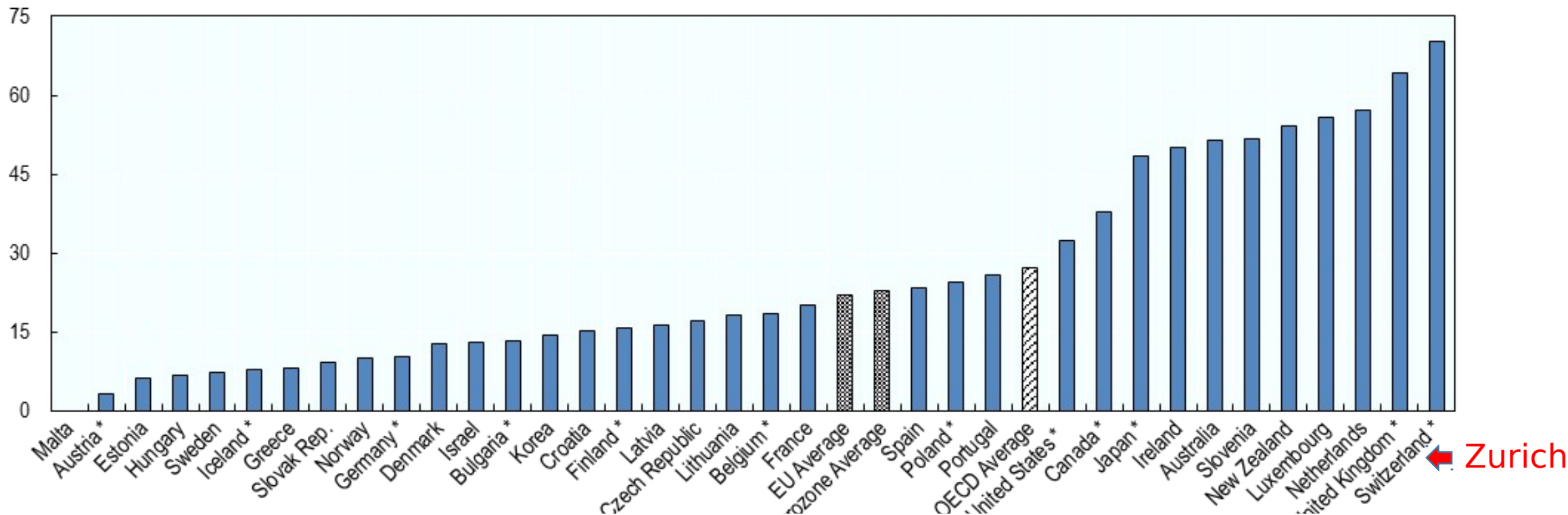
MERCI

karin.wall@ics.ulisb
oa.pt

GROSS FEES FOR TWO CHILDREN (AGE 2 AND 3) ATTENDING FULL-TIME CARE AT A TYPICAL CHILDCARE CENTER, AS % OF AVERAGE EARNINGS, 2015

Source: OCDE Family Data base

Gross fees, % of AW



Note: 'Full-time' care is defined as care for at least 40 hours per week. Data for countries marked with an * are based on estimates for a specific region or city, rather than for the country as a whole. Average earnings/the average wage refers to the gross wage earnings paid to average workers, before deductions of any kind (e.g. withholding tax, income tax, private or social security contributions and union dues) (see OECD, 2007: 186-187). See the OECD Tax and Benefit Systems website (<http://www.oecd.org/els/soc/benefits-and-wages.htm>) for more detail on the methods and assumptions used and information on the modelled for each country.

WHAT IS WELFARE?

Ideals and practices which seek to secure the well-being, resources and quality of life of individuals, families and communities.

- Focus on both:
- Material/social resources (e.g. levels and types of participation)
 - Micro/macro processes: while individuals “construct” key aspects of their own welfare, societies organise welfare collectively across various sites (state, family, community, market)

Organizing Concept: **Welfare State regime (Esping-Andersen, 1990; 1999)**

Definition: *“the ways in which welfare production is allocated between state, market and households”* (1999: p.73)

Key criterion = **de-commodification**: *“the degree to which individuals, or families, can uphold a socially acceptable standard of living independently of market participation”* (1990: p.37)

“The mere presence of social assistance or insurance may not necessarily bring about significant de-commodification if they do not substantially emancipate individuals from market dependence” (1990: p.22)

TYOLOGY OF WELFARE STATE REGIMES:

“If our essential criteria for defining welfare states have to do with the quality of social rights and the relation between the state, market and family, the world is obviously composed of distinct regime-clusters” (1990: p.29)

- The **liberal welfare regime**
- The **conservative welfare regime**
- The **social-democratic welfare**

THE LIBERAL WELFARE REGIME

- Focuses on the non-intervention of the State in private life and relies mainly on the market as the major mechanism in allocating resources
- Accordingly, both state and family are required to give way to the market mechanism. The state encourages its citizens to participate in the labour market for their livelihood and welfare provisions have a “residual” nature as a safety net of the last resort. The state is also restrained from intervening in the market provision for family services.
- Socio-political foundations of the liberal regime include
 1. a set of traditional, liberal work-ethic norms, which encourage individualism and hard work;
 2. a preference for the market instead of the state as resource allocation mechanism;
 3. the dominance of liberalism in the socio-political system, that believes the conditions for individual emancipation, freedom and equal opportunities are related to healthy competitiveness on the free market, voluntarism and the spirit of entrepreneurialism.

THE CONSERVATIVE WELFARE REGIME

- Defines a role for the State, displacing the market as the predominant mechanism of resource allocation, and relies on a pro-traditional view of family as an institution to play a central role in providing social services to its members
- Accordingly, the state strives to maintain the family as a coherent and well-functioning unit. Welfare policy is designed to maintain the traditional family (i.e. male as bread winner and female as housewife and mother). Hence, family services are underdeveloped
- A set of inter-related socio-political foundations of the conservative regime include
 - a widespread acceptance of social rights that displace the liberal focus on market efficiency and commodification;
 - the presence of a well-established Church that is strongly committed to the preservation of traditional family life;
 - the dominance of traditional conservatism in the socio-political system, with the unifying theme that traditional status relations must be retained for the sake of social integration

THE SOCIAL-DEMOCRATIC WELFARE REGIME

- Is built upon a strong state in allocating resources and offering a full-range of social services. It is pro-egalitarian, focusing on the rights of individuals.
- Equal access to and full participation in the labour market is viewed as one of the most desirable goals, as the state takes on the responsibility to emancipate its citizens from the traditional family. Therefore, the state extends its welfare provision to the highest standards instead of ensuring minimal needs. This regime emphasizes a strong governmental role and minimizes the roles of the market, and to a lesser extent, the family.
- A set of inter-related socio-political foundations of the social democratic regime include
 - a widespread acceptance of the principles of universalism and recognition of social rights;
 - the dominance of social democracy in the socio-political system, which seeks to promote social and gender equality.

Source: Public Policy Research Centre/CUHK. 2008. *A Cross-National Comparison of Family Policy*. Hong Kong: Central Policy Unit/ Hong Kong SAR Government.

Available at: http://www.familycouncil.gov.hk/english/files/research/Cross_National_Comparison_of_Family_Policy.pdf.

CRITICAL APPROACHES OF ESPING-ANDRESEN'S APPROACH:

1. Limited analysis of cross-national diversity (e.g. Southern or Eastern European countries and paths within clusters) Adding new clusters: “residual” welfare state regime (Ferrara), post-socialist welfare states...
2. Limits of de-commodification concept: only considers formal (male) paid work

“the crucial relationship is not just between paid work and welfare, but between paid work and unpaid work and welfare (...) any further development of the concept of 'welfare regime' must incorporate the relationship between unpaid as well as paid work and welfare” (Lewis, 1992).



NEW APPROACHES AND CONCEPTS :

Gendered welfare regimes: taking into account the degree to which social policies support or weaken the Gendered division of paid and unpaid work (**degenderization**)

▪ Lewis (1992) based her classification on the degree to which policies support or on the contrary weaken the male breadwinner model: *strong male breadwinner model; weak male breadwinner; moderate male breadwinner model*

▪ Orloff (1993) develops the concept of gender regimes, elaborating on Esping Andersen's concept of decommodification by including a gendered notion of **social citizenship, that is the degree to which policies support women's to access to paid work and balance it with family life , rendering them financially independent from the relationship with a man.**

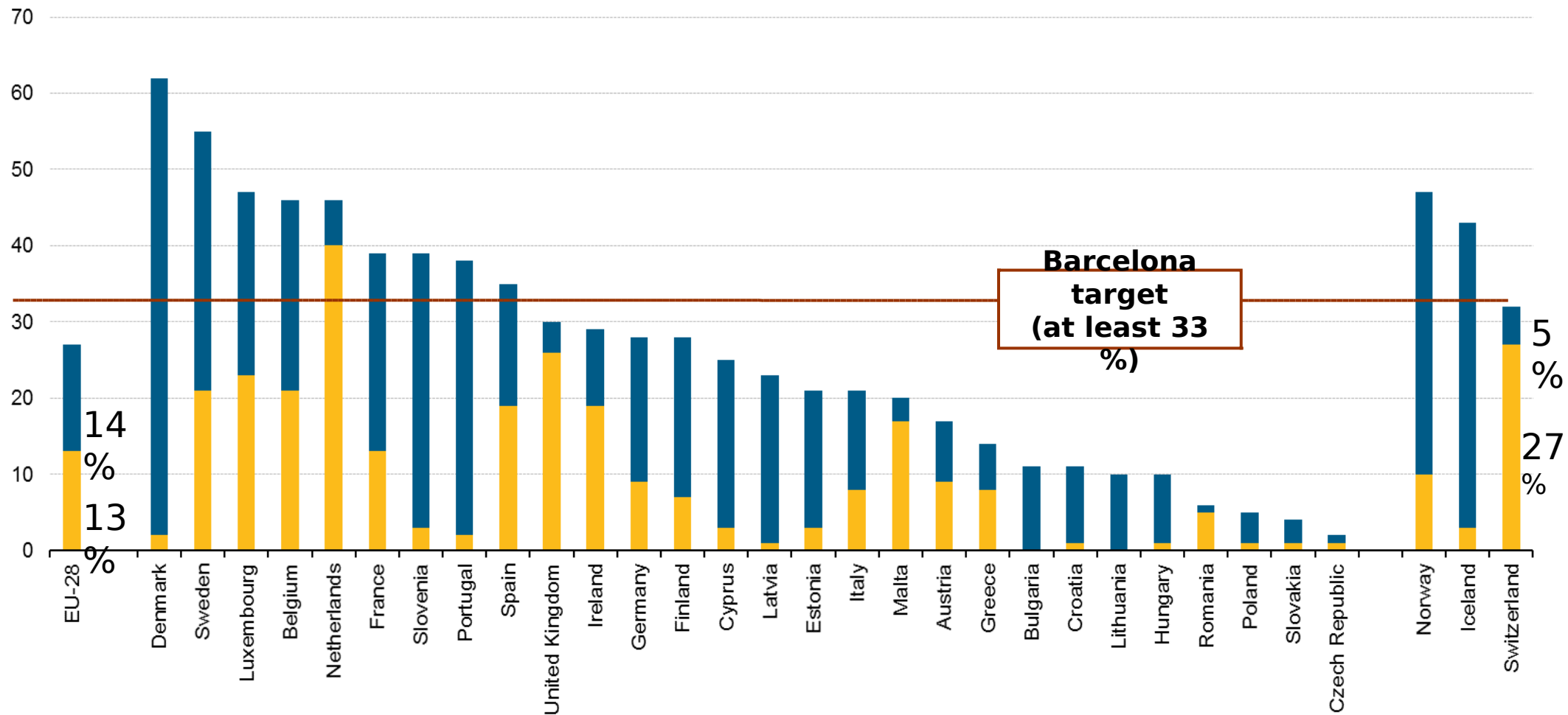
NEW APPROACHES AND CONCEPTS :

De-familialization – Esping-Andersen (1999) reformulates his theory: taking into account the degree to which policies relieve family members from some of their caring obligations or support them in performing them by giving them money and/or time.

Leitner (2007), Saraceno & Keck (2010) distinguish between:

- **familialism de facto**, when support is minimal or non existent
- **supported familialism**, when policies, usually through financial transfers (including taxation and paid leaves) support family members in keeping up their care responsibilities
- **de-familialization**, when policies substantially reduce family responsibilities and dependencies, shifting them more or less to the public sphere.

CHILDREN UP TO 3 YEARS OF AGE CARED FOR BY FORMAL ARRANGEMENTS BY WEEKLY TIME SPENT IN CARE, 2013



Source: Eurostat

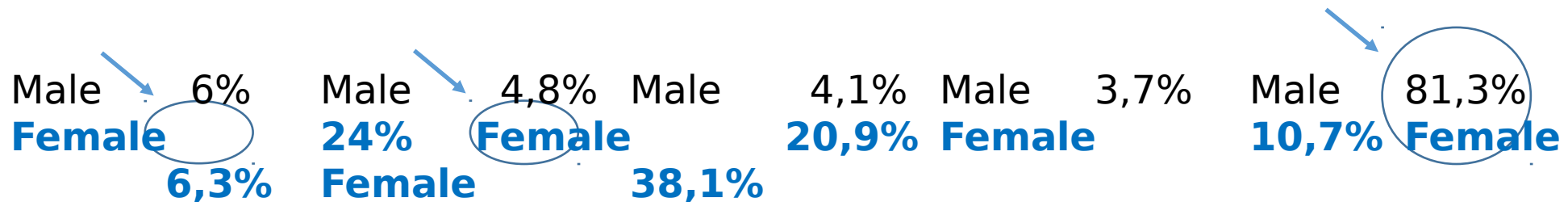
■ Children cared for 1-29 hours a week

■ Children cared for 30 hours a week or over

SWITZERLAND

Distribution (%) of male and female employed (all ages) by usual weekly working hours bands

1-19 hours: 20-29 hours:30-34 hours:35-39 hours:40 or more hours:



TYOLOGY OF WORK-FAMILY POLICY MODELS: 6 MODELS

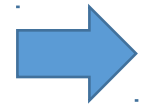
KARIN WALL E ANNA ESCOBEDO (2013)

Core indicator: country's parental leave policy (legal entitlements, institutional messages, policy pathway, take up rates)

Combined with other indicators on work-family balance:

- gender and parenting ideologies and cultures....
- gender division of paid and unpaid labour (female/male employment rates; full-time/part-time, with/without children)
- childcare services (coverage rates, state support, hours of attendance...)
- childcare cash benefits

Based on this approach, **6 Work-Family Policy Models may be identified**



SIX WORK-FAMILY POLICY MODELS:

“one year leave gender equality orientated”

- one year very well paid leave
- father's quota or gender flexible sharing
- high availability of childcare services after very well paid leave
- high female employment rates (with/without children < age 6)
- dual earner model

Sweden, Iceland, Denmark, Slovenia

“short leave part-time mother”

- one main type of leave: maternity, short, not always well paid;
- medium availability of childcare services;
- low emphasis on gender equality;
- high female activity rate (high female part-time work when children)
- one and a half earner model is predominant

U.K. Ireland, Netherlands

“parental choice orientated”

- medium/long paid leave (up to 2/3 years)
- only 4-10 months very well paid
- concurrent: leave and services over first 3 years after birth
- emphasis on gender equality but also parental choice (cash benefits)
- high female employment rates but lower with children < age 6
- dual earner pattern less predominant than previous model

Finland, France, Norway, Belgium

“short leave male breadwinner”

- one main leave: maternity, short but very well paid
- low availability of services < 3 years);
- no/low development of paid parental leave;
- low emphasis on gender equality;
- fairly low female activity rate; male breadwinner still predominant

Greece, Italy, Spain

“long leave mother home-centred”

- long, fairly low paid leave up to 3 years, following 3-6 months well paid leave);
- emphasis on maternal home care (3 years) versus parental choice
- low availability of services (long period of leave as alternative to services);
- female employment rates medium/high but strong difference with/without child < 6
- male breadwinner model still predominant

Hungary, Czech Republic, Estonia, Germany (?)

“early return to full-time work”

- one main leave: initial parental leave, short but very well-paid
- gender flexible parental leave and work time reduction
- complementary relationship leave and services
- extensive services to support dual-earner employment at an early stage
- high emphasis on gender equality
- high female employment rate (full-time); full-time dual-earner couple

Portugal, Spain in near future...?

WHAT ABOUT SWITZERLAND? HOW TO CLASSIFY ITS FAMILY POLICIES?

- *Historically: delayed development of Swiss Welfare state due to its political institutions (federalism and direct democracy). Social security schemes implemented 1970s-1990s*
- *Hybrid Welfare state and Family Policies: Liberal regime with conservative traits or a hybrid of the two...*

Liberal: Focus on the non-intervention of the state in family life; Work-family balance relies on market solutions combined with high levels of part-time work for women with children; Residual welfare provisions for families (short leaves only for mothers and underdeveloped childcare services, thus low levels of de-familialization and de-commodification)

Conservative: Pro-traditional view of the family (male breadwinner model); role for the State as mechanism of resource allocation for families with children (cash benefits).

In Switzerland modified male breadwinner (one-and-a-half earner): high maternal employment (77%) with high share of female part-time work (58,7%) (26,2% OECD average)

MAIN FAMILY POLICY INSTRUMENTS:

Leaves

- Short Maternity Leave up to 16 weeks but only **14 weeks are paid** (at 80% up to a ceiling)
- Approximately 70% of women meet the eligibility criteria and use up to all days available
- **Specific provision for (breast)feeding** by mothers during child's first year (30m up to 4h/working day;60m up to 7h)
- **No statutory paternity leave** (1 or 2 days paid by employers) (depending on Canton and collective agreements)

Cash Benefits and tax breaks

- Medium expenditure on cash benefits and tax breaks for families 1.6% of GDP (1.5% OECD-28 average)
- At least 200 Francs per child up to age 16; at least 250 Francs per child if in education/training (16-25 years old)

Services

- Low **public spending in child care services**: 0.37% of GDP (0,94% OECD-33 average)
- Average level of childcare enrolment rates 0-2 years old (38%) (38,1% OECD-23 average)
- Only 25,8% full time equivalent (38,1% OECD-23 average)

HOWEVER...

Ongoing debates and proposals: e.g. lack of statutory parental and paternity leaves.

- Leave policies preferences show there is a “**mismatch between policies and preferences**” in Switzerland”

63% are “dissatisfied” with current scheme and consider that there should be a paid leave of 4 months or more (ISSP 2012, Family and Gender survey)

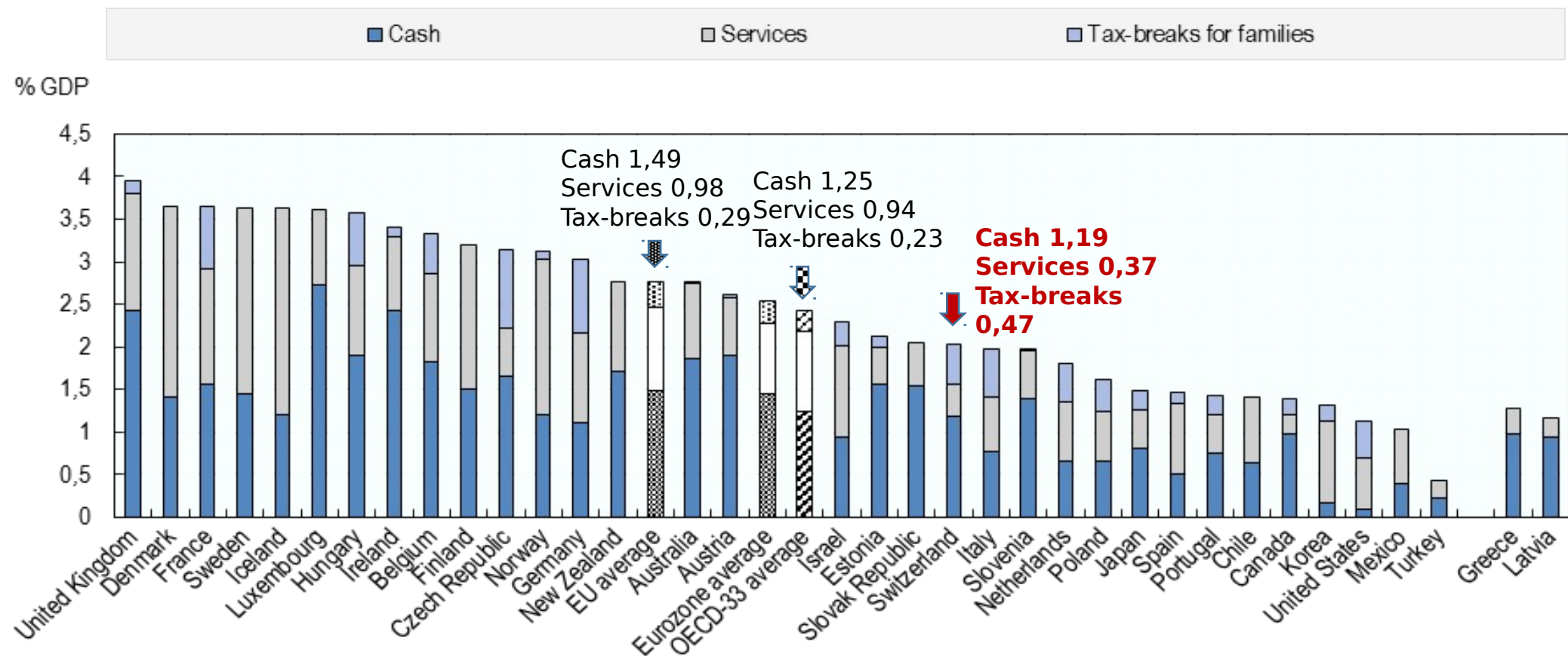
- New policy proposals were submitted

*“Main disagreement between supporters and opponents concern the **legitimacy of state intervention in the realm of leave policies**, as well as **financial costs and consequences for small and medium sized companies**” (I. Valerino, 2015).*

MAJOR MACRO TRENDS AND SOCIAL FORCES SHAPING FAMILY LIFE AND EXPERIENCES IN EUROPE?

- **Institutional context:** welfare state regimes, social and family policies, major institutions
- **Globalization and new technologies:** transnational practices, migration and mobility, information and communication technologies, distance working, learning and caring
- **Normative context in postmodern societies:** individualization, plural cultures, new values and attitudes towards family and personal relationships, moving beyond one main family model and growing desinstitutionalization...
- **Persistence of social inequalities:** by educational level, social class, age group, within and across countries / regions...
- **New demographic trends:** ageing, low fertility, divorce, cohabitation, births outside marriage, immigration
- **Changing gender regimes:** moving beyond the male breadwinner...(gender equality in paid/unpaid work)
- **Economic outlook:** unemployment, expected modest growth, pressure on public social spending (ageing, health, climate change, security, etc.)

FAMILY BENEFITS BY TYPE OF EXPENDITURE: CASH, SERVICES, TAX-BREAKS FOR FAMILIES, 2013



The OECD-33 average, EU average and Eurozone average exclude Greece and Latvia.

Source: OCDE Family Data base

